

Bulletin du FMI

CRISE ÉCONOMIQUE MONDIALE

À titre de précaution, le FMI voudrait doubler les ressources dont il dispose pour accorder des prêts aux pays membres

Bulletin du FMI en ligne
2 février 2009

- Par mesure de précaution, le FMI voudrait doubler ses ressources pour les porter à 500 milliards de dollars
- Le FMI a assez de fonds pour faire face à la phase actuelle de la crise économique
- L'institution veut donner davantage l'assurance qu'elle pourra répondre aux nouvelles demandes d'aide

Le FMI souhaite doubler le montant des fonds dont il dispose pour accorder des prêts aux pays membres, en le portant à 500 milliards de dollars, afin de donner à la communauté internationale l'assurance qu'il pourra faire face à toute nouvelle demande d'aide pendant le ralentissement en cours de l'économie mondiale, dans l'éventualité où un plus grand nombre de pays seraient obligés d'emprunter à l'institution forte de 185 membres, a déclaré le Premier Directeur général adjoint du FMI.

« Pour l'instant, le FMI dispose de suffisamment de ressources pour répondre aux demandes qui se profilent pour l'avenir immédiat, a précisé John Lipsky, Premier Directeur général adjoint du FMI, lors d'une table ronde du [Forum économique mondial](#), à Davos le 31 janvier.

Cela dit, nous estimons qu'il est prudent d'ajouter des facilités conditionnelles qui doubleraient les ressources à la disposition du FMI. Avec les quotes-parts et les accords d'emprunt existants, nous avons aujourd'hui 250 milliards de dollars. Nous pensons qu'il est prudent d'y ajouter 250 milliards de dollars ». Le Conseil d'administration du FMI devrait examiner sous peu plusieurs propositions tendant à accroître les ressources de l'institution.

La pire crise depuis 60 ans

Dans sa [dernière évaluation](#), publiée le 28 janvier, le FMI prévoit que la croissance mondiale descendra à son plus bas niveau depuis la Seconde Guerre mondiale, les tensions persistant sur les marchés financiers et l'économie mondiale accusant un net repli, ce qui se traduit par un effondrement de la production et du commerce à l'échelle mondiale.

À ce jour, le FMI a engagé 47,9 milliards de dollars de prêts en faveur de plusieurs pays touchés par la crise, dont le Belarus, la Hongrie, l'Islande, la Lettonie, le Pakistan, la Serbie et l'Ukraine. Il a annoncé l'octroi d'un prêt de précaution au Salvador le mois dernier et une mission du FMI négocie actuellement avec la Turquie. D'autres pays pourraient aussi avoir besoin de financement à un certain moment.

Une offre du Japon

Le Japon a offert de prêter 100 milliards de dollars au FMI. M. Lipsky a déclaré que l'institution souhaitait obtenir 150 milliards de dollars de plus. « Je tiens à préciser qu'il s'agit de facilités conditionnelles visant à donner l'assurance que nous disposerons des ressources nécessaires en cas de besoin ». Il n'a pas spécifié quels autres pays pourraient apporter ces ressources supplémentaires, mais dans un entretien accordé au *Wall Street Journal* il a évoqué la possibilité que le FMI émette des obligations.

Les flux de capitaux en direction des pays émergents ont nettement reflué ces derniers mois, ce qui rend vulnérables les pays dont le déficit extérieur courant est élevé.

« Le FMI veut blinder ses finances afin de pouvoir prêter aux pays émergents qui subissent des sorties soudaines de capitaux », indique le *Financial Times*.

Une proposition « modeste »

S'exprimant pendant la même table ronde à Davos, Montek Singh Ahluwalia, Directeur adjoint de la Commission de la planification de l'Inde et ancien Directeur du «gendarme du FMI» connu sous le nom de [Bureau indépendant d'évaluation](#), a estimé qu'un montant de 250 milliards de dollars supplémentaires était une proposition « très modeste » compte tenu des ressources déployées par certains pays avancés pour contrer la crise.

Pour trouver les 250 milliards de dollars supplémentaires, il a proposé deux autres solutions que de faire appel à un petit nombre de pays :

- tripler les quotes-parts au FMI (capital apporté par les pays membres)
- procéder à une émission générale de [droits de tirage spéciaux](#) (DTS) du FMI, qui s'ajoutent aux réserves officielles existantes des pays membres.

Vers la reprise

M. Lipsky a déclaré que, si les pouvoirs publics prennent les mesures qui s'imposent, notamment des mesures de relance budgétaire dans les pays avancés et certains pays émergents, la croissance économique mondiale pourrait redémarrer vers la fin de 2009 « et retrouver l'année suivante son niveau tendanciel. Mais des actions décisives seront nécessaires ».

M. Lipsky a aussi fait les déclarations suivantes :

- Il est indispensable d'assainir d'abord le système financier pour que l'économie puisse se redresser.
- Les pouvoirs publics doivent éviter de tomber dans le « piège séduisant » qui consiste à se concentrer uniquement sur les priorités nationales en oubliant la santé du système international.

- La baisse des prix du pétrole et la poursuite des dépenses intérieures par les pays exportateurs de pétrole apporteraient un soutien important à l'économie mondiale.

La réforme du FMI

M. Ahluwalia et, pendant un autre débat, M. Trevor Manuel, Ministre des finances de l'Afrique du Sud, ont déclaré que, en plus de ressources supplémentaires, le FMI avait aussi besoin de réformes pour améliorer la représentation des pays émergents et des autres pays en développement au sein de l'institution. Les pays européens, par exemple, ne devraient pas avoir autant de sièges qu'ils en ont au Conseil d'administration, a dit M. Manuel, qui préside un comité sur la réforme de la gouvernance au FMI, dont le rapport est attendu en avril.

Selon M. Ahluwalia, la réforme du FMI devrait être un des principaux thèmes de la réunion du Groupe des Vingt (G-20) dirigeants de pays industrialisés et émergents, qui aura lieu à Londres le 2 avril.

« Pour moi, il ne fait aucun doute que nous avons besoin d'un FMI, mais nous nous contentons de prendre le FMI que nous avons inventé en 1945 et d'y appliquer une multitude de rustines çà et là. Il faut en revenir à des choses plus fondamentales. Et c'est ce à quoi le G-20 devrait se consacrer », a-t-il déclaré.

Les commentaires sur cet article sont à envoyer à imfsurvey@imf.org

Traduction d'un article paru dans le *Bulletin du FMI en ligne* sur www.imf.org/imfsurvey